



Caisse nationale de
solidarité pour l'autonomie

**Mesdames et Messieurs les Présidentes et
Présidents de conseil départemental**

**Mesdames et Messieurs les Payeuses et
Payeurs départementaux**

Le directeur

Paris, le *16 avril 2026*

Dossier suivi par

Blandine Rocu

blandise.rocu@cnsa.fr

Direction de l'appui au pilotage de l'offre

Julie Reynaud

julie.reynaud@cnsa.fr

Direction du financement de l'offre

Objet : Notification des concours nationaux prévisionnels pour l'année 2026 :

- Concours correspondant au forfait autonomie (FA)
- Concours correspondant aux autres actions de prévention (AAP)

P.J. : pièces jointes :

- . Répartition acompte concours Forfait autonomie
- . Répartition acompte concours Autres actions de prévention
- . Repères et cadrage pour la mise en œuvre d'une mission de coordination des parcours au sein des résidences autonomie

Copies : Monsieur le président de l'ADF

Mesdames et Messieurs les Directrices et Directeurs de l'administration : DGCS, DGCL, DSS, DB, DGFIP

Mesdames et Messieurs les Préfètes et Préfets de département

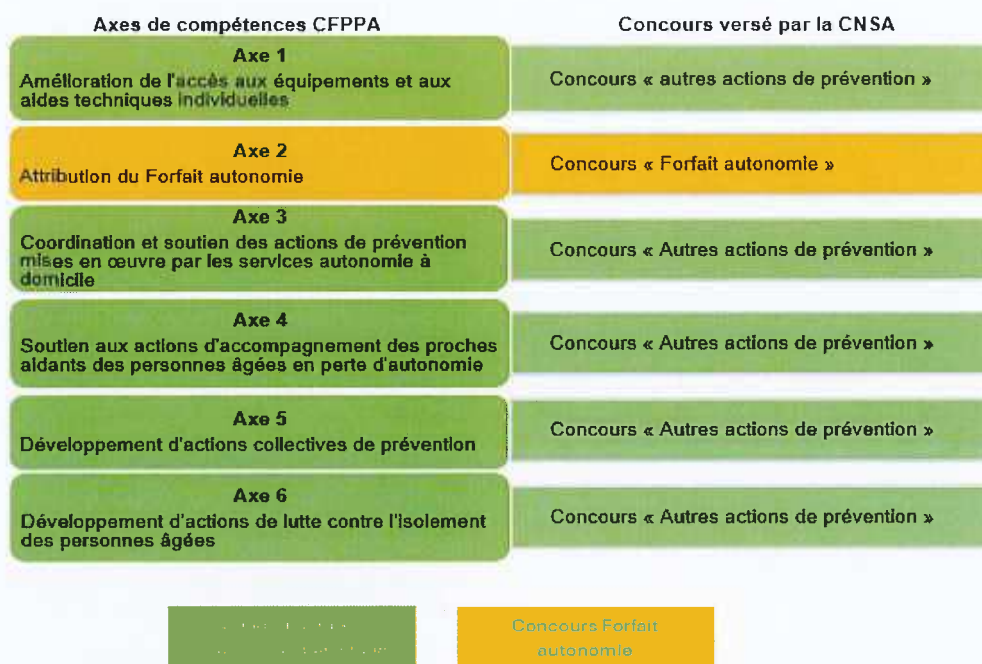
Mesdames et Messieurs les Directrices et Directeurs financiers des services départementaux

La présente notification a pour objet de présenter et d'expliciter les conditions de versement par la CNSA des concours nationaux afférents à la Commission des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie.

Elle précise également les informations dont la transmission est nécessaire au calcul des soldes des concours versés au titre de 2025 et au calcul de ceux versés au titre de 2026.

Les concours de la Commission des financeurs : Forfait Autonomie (FA) et Autres Actions de Prévention (AAP)

La CFPPA, régie par l'article L.149-11 du Code de l'action sociale et des familles, voit ses missions confirmées et structurées autour de **six axes d'intervention**. Le schéma ci-dessous présente l'ensemble des axes de la CFPPA et les concours auxquelles ils sont associés.



1. Les enveloppes 2026 et leur répartition

Les montants des enveloppes du concours « Autres actions de prévention » et « du concours Forfait autonomie » sont conformes à la trajectoire pluriannuelle inscrite dans la COG Etat-CNSA 2022-2026.

Année	2022	2023	2024	2025	2026
Concours Autres actions de prévention	155 M€	155 M€	157 M€	159 M€	163 M€
Concours Forfait autonomie	40 M€	40 M€	42 M€	42 M€	44 M€

Le montant du **concours Autres actions de prévention** inscrit au budget de la CNSA pour 2026 s'élève à **163 M€**. La **répartition** est effectuée en utilisant les données départementales disponibles au 31 décembre 2025 (article R178-15) : l'enveloppe affectée au concours au titre des aides techniques individuelles, des actions de prévention, de l'accompagnement des proches aidants, et des autres actions collectives de prévention est répartie en fonction du **nombre de personnes âgées de 60 ans et plus**.

Le montant du **concours Forfait autonomie** inscrit au budget de la CNSA pour 2026 s'élève à **44 M€**. La **répartition** est effectuée en utilisant les données départementales disponibles au 31 décembre 2025 (article R178-16) : le concours Forfait autonomie est réparti en fonction du **nombre de places autorisées dans les résidences autonomie éligibles au forfait autonomie**.

- Les deux concours font l'objet d'un **acompte de 70 %** de leur montant annuel, versé au plus tard le 31 mars 2026 (article R178-17). Pour les deux concours, leur acompte respectif est versé en 2026 au titre de 2026.

Rappel : dans le cas où le solde 2025 n'a pas été suffisant pour reprendre les crédits non utilisés en 2024 (notification du solde 2025 le 23 octobre 2025), l'acompte 2026 est diminué des crédits non utilisés restant à reprendre.

Si l'acompte 2026 n'est pas suffisant, le reliquat dû à la CNSA est repris sur les mensualités du concours dédié aux personnes âgées (PA) notifié en début d'année.

- Utilisation des crédits** : chacun des concours constitue un montant maximal, qui est éventuellement diminué des crédits non utilisés au titre de l'année précédente (sommes mandatées en 2025). Chacun des deux soldes est calculé et versé (ou repris) la même année 2026 (en septembre), sur les concours attribués au titre de 2026.
 - Valorisation des dépenses de fonctionnement - exercice 2026** : le modèle de valorisation des dépenses de fonctionnement continue de s'appliquer. Les modalités sont explicitées dans **la note des dépenses de fonctionnement** annexée à la notification du solde des concours CFPPA 2024 et apportent davantage d'information sur le financement des dépenses liées à l'ingénierie des commissions des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie (CFPPA) dans le cadre du concours « autres actions de prévention ».
- **Concernant le concours Forfait autonomie, nous attirons votre attention sur l'importance de communiquer aux ARS les données relatives aux places des résidences autonomes de vos territoires respectifs pour leur permettre d'effectuer la mise à jour du fichier national des établissements sanitaires et sociaux (Finess).**

En effet, c'est le nombre de places autorisées, recensées dans ce répertoire national, qui est utilisé pour la répartition du concours.

Le tableau de répartition du concours Forfait autonomie 2026 et les montants d'acomptes figurent en PJ.

2. Les données à transmettre : états récapitulatifs des dépenses au titre de la commission des financeurs

Conformément à l'article R178-19, chaque département communique **au 30 juin 2026** pour l'exercice 2025 à la CNSA les dépenses réalisées par le département au titre de la commission des financeurs, en distinguant celles exposées pour des actions prévues au II et au III de l'article L 149-11 du CASF.

L'état des dépenses est inclus dans l'outil de pilotage « SI commission des financeurs » comportant toutes les données à transmettre à la CNSA au titre de 2025. Cet onglet à compléter est intitulé « Etat des dépenses ».

L'outil est accessible en ligne *via* un navigateur internet à compter de mars 2026. La création de comptes utilisateurs est nécessaire pour y accéder. Pour plus d'informations, vous pouvez écrire à l'adresse : commissiondesfinanceurs@cnsa.fr. Un guide de remplissage sera disponible sur l'espace de travail partagé (ou sur demande à l'adresse précédemment citée).

La transmission de l'état des dépenses par le département à la CNSA sera effectuée directement via l'outil (renseignement du tableau et transmission de la version PDF signée par l'ordonnateur et le payeur, et scannée).

Pour mémoire, les conseils départementaux indiquent dans leur état récapitulatif de dépenses 2025 (à transmettre au plus tard le 30 juin 2026) **les paiements pour service fait intervenus au titre de 2025**. Ce sont les **dépenses nettes** qui seront en effet retenues comme crédits utilisés pour le calcul des soldes des concours 2026.

Les dépenses d'APA ne doivent pas être indiquées dans cet état mais dans l'état récapitulatif des dépenses d'APA (collecté via SIDOBA).

En cas d'incohérences constatées sur les données par la CNSA, la limite de retour des données corrigées par le département est fixée au 31 août 2026.

Les départements communiquent également le rapport d'activité et les données nécessaires au suivi de l'activité de la commission des financeurs (article L149-11 du code de l'action sociale et des familles).

3. Calcul des concours définitifs des concours Forfait autonomie (FA) et Autres actions de prévention (AAP)

Conformément aux articles R178-15 et R178-16, lorsque les crédits attribués au titre d'un exercice précédent n'ont pas été utilisés par un département, une régularisation est effectuée, après la répartition des concours entre tous les départements, en prélevant la somme nécessaire sur le montant du concours de l'exercice en cours de ce département. Ainsi, les montants des versements correspondant aux concours 2026 seront éventuellement réduits selon la consommation effective des crédits en 2025, transmise au 30 juin 2026 (cf. modalités indiquées au § 1).

Le versement des deux soldes sera effectué au plus tard le 30 septembre du même exercice que l'acompte (2026), sous réserve que le département ou la métropole ait communiqué au 30 juin les documents cités au § 2.

Dans le cas contraire, la CNSA suspendra le versement du solde concerné jusqu'à ce que le département ait envoyé les documents (dernier alinéa de l'article L233-4, de l'article R233-20 et de l'article R178-20).

Ainsi, le versement du solde de chaque département dépend :

- **du critère de répartition** de chacune des deux enveloppes (cf. § 1) ;
- **des dépenses éligibles aux concours** (cf. § 2).

4. Orientation des financements du concours Autres action de préventions

➤ La situation particulière des SSIAD : prolongation au-delà du 31/12/2025 et impact sur le financement

Les Services de soins infirmiers à domicile qui ne se sont pas encore transformés en Services autonomie à domicile (SAD) ne sont pas éligibles au concours des commissions des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie pour l'année 2026.

En effet, un SSIAD qui a vu sa demande de passage en SAD mixte (qui devait être déposée au plus tard le 31 décembre 2025) refusée par les autorités compétentes, disposent de deux ans à compter de la notification de refus pour déposer une nouvelle demande. Pendant ce délai, ce SSIAD exerce exclusivement une activité de soin. Par conséquent, il ne relève pas du périmètre de l'axe 3 des commissions de financeurs de la prévention de la perte d'autonomie.

➤ Axes prioritaires de prévention : agir sur les principaux facteurs de risque, mobiliser des modalités d'action efficaces

La convention d'objectifs et de gestion signée entre la CNSA et l'État pour la période 2022-2026 pose, dans son engagement 10, le principe d'un conditionnement des financements du concours autres actions de prévention (AAP) à l'atteinte d'objectifs prioritaires en matière de prévention.

Afin d'agir sur les principaux facteurs de risque de perte d'autonomie, six thématiques prioritaires ont été identifiées, à l'appui de travaux menés par l'Organisation mondiale de la santé (ICOPE, 2019) et plus récemment, par l'Académie nationale de médecine. Ces thématiques amèneront les CFPPA à prioriser le soutien aux actions portant sur :

- L'activité physique
- L'alimentation
- La santé cognitive
- La santé mentale
- La santé auditive
- La santé visuelle

Cette évolution, voulue comme progressive, a été initiée en 2024 avec la priorisation du soutien des CFPPA aux actions favorisant l'adoption durable de comportements favorables à la santé et luttant contre les inégalités sociales et territoriales de santé en portant une attention spécifique aux publics en situation

de vulnérabilité (particulièrement aux personnes à faible niveau de revenu, à faible niveau d'éducation ou dont la catégorie socioprofessionnelle est peu élevée).

Depuis l'exercice 2025, les membres des CFPPA sont incités à orienter prioritairement les financements attribués dans le cadre du concours autres actions de prévention vers des actions portant sur ces « axes prioritaires de prévention ». Un ensemble de repères et de ressources ont été et seront transmis pour préparer et accompagner cette trajectoire. Ces ressources documentaires sont disponibles sur l'extranet CNSA Prévention.

L'année 2026 devra donc permettre de consolider les transitions nécessaires afin qu'au terme de cet exercice, le concours AAP soit prioritairement dirigé vers :

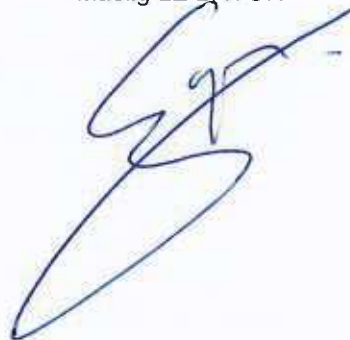
- ces 6 thématiques prioritaires de prévention identifiées
- [et vers] des actions favorisant l'adoption durable de comportements favorables à la santé et luttant contre les inégalités sociales et territoriales de santé en portant une attention particulière aux personnes en situation de vulnérabilité.

La présente note ainsi que les tableaux de répartition sont publiés sur le **site internet de la CNSA**, Rubrique « Budget et Financement », « Concours aux départements », « Concours CFPPA », Documents à télécharger : « Notification initiale des concours 2026 ».

La direction du financement de l'offre de la CNSA est à votre disposition et à celle de vos services pour répondre à toute demande d'information complémentaire.

Le directeur de la CNSA

Maëlig LE BAYON



Concours forfait autonomie 2026

TOTAL PREVISIONNEL et ACOMPTE

APPLICATION DE LA FORMULE DE RÉPARTITION PAR DÉPARTEMENT SUR LA BASE DES DONNEES DISPONIBLES AU 31/12/2025

Montant du concours correspondant au forfait autonomie	44 000 000,00 €
Acompte correspondant à 70% du montant (article R178-17 du CSS) *	30 805 000,00 €
Acompte après reprise des crédits non utilisés, à verser au 31 mars	30 596 893,98 €

Critères (décret n° 2016-212 du 26 février 2016 -article R178-16 du CSS)

Formule : $Fd = A \times PRAd / \Sigma PRAd$

Fd = fraction attribuée à chaque département/métropole

A = montant total des crédits attribués au niveau national

PRAd = nombre de places autorisées dans les résidences autonomie éligibles (FINESS)

euros

Départements	Nombre de places autorisées	Montant prévisionnel du concours FA	Acompte prévu	Reliquat des crédits non utilisés en 2024 à reprendre**	Acompte à verser
	Données au 31/12/2025	100%	70%		
01 AIN	1 330	470 675,29	329 500,00		329 500,00
02 AISNE	474	167 744,43	117 500,00		117 500,00
03 ALLIER	372	131 647,52	92 200,00		92 200,00
04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	422	149 342,08	104 600,00		104 600,00
05 HAUTES-ALPES	54	19 110,12	13 400,00		13 400,00
06 ALPES-MARITIMES	1 830	647 620,89	453 400,00		453 400,00
07 ARDÈCHE	348	123 154,14	86 300,00		86 300,00
08 ARDENNES	456	161 374,38	113 000,00		113 000,00
09 ARIÈGE	146	51 668,11	36 200,00	17 781,55	18 418,45
10 AUBE	383	135 540,33	94 900,00		94 900,00
11 AUDE	538	190 393,46	133 300,00		133 300,00
12 AVEYRON	418	147 926,52	103 600,00		103 600,00
13 BOUCHES-DU-RHÔNE	3 429	1 213 492,91	849 500,00		849 500,00
14 CALVADOS	2 068	731 846,99	512 300,00		512 300,00
15 CANTAL	65	23 002,93	16 200,00		16 200,00
16 CHARENTE	460	162 789,95	114 000,00		114 000,00
17 CHARENTE MARITIME	934	330 534,38	231 400,00		231 400,00
18 CHER	548	193 932,37	135 800,00		135 800,00
19 CORRÈZE	413	146 157,06	102 400,00		102 400,00
20 COLLECTIVITE DE CORSE	52	18 402,34	12 900,00	12 323,03	576,97
21 CÔTE-D'OR	343	121 384,68	85 000,00		85 000,00
22 CÔTES-D'ARMOR	810	286 651,87	200 700,00		200 700,00
23 CREUSE	79	27 957,40	19 600,00		19 600,00
24 DORDOGNE	1 186	419 714,96	293 900,00		293 900,00
25 DOUBS	848	300 099,73	210 100,00		210 100,00
26 DRÔME	568	201 010,20	140 800,00		140 800,00
27 EURE	2 252	796 962,97	557 900,00		557 900,00
28 EURE-ET-LOIR	351	124 215,81	87 000,00		87 000,00
29 FINISTÈRE	579	204 903,00	143 500,00		143 500,00
30 GARD	812	287 359,65	201 200,00		201 200,00
31 HAUTE-GARONNE	1 761	623 202,39	436 300,00	71 761,67	364 538,33
32 GERS	210	74 317,15	52 100,00	1 140,75	50 959,25
33 GIRONDE	4 515	1 597 818,74	1 118 500,00		1 118 500,00
34 HÉRAULT	910	322 040,99	225 500,00		225 500,00
35 ILLE-ET-VILAINE	997	352 829,52	247 000,00		247 000,00
36 INDRE	264	93 427,28	65 400,00		65 400,00
37 INDRE ET LOIRE	1 478	523 051,19	366 200,00		366 200,00
38 ISÈRE	2 198	777 852,85	544 500,00		544 500,00
39 JURA	553	195 701,83	137 000,00		137 000,00
40 LANDES	359	127 046,94	89 000,00	46 659,00	42 341,00
41 LOIR-ET-CHER	434	153 588,78	107 600,00		107 600,00
42 LOIRE	1 878	664 607,66	465 300,00	12 703,93	452 596,07
43 HAUTE-LOIRE	52	18 402,34	12 900,00		12 900,00
44 LOIRE-ATLANTIQUE	2 102	743 879,29	520 800,00		520 800,00
45 LOIRET	873	308 947,01	216 300,00		216 300,00
46 LOT	593	209 857,48	147 000,00		147 000,00
47 LOT-ET-GARONNE	600	212 334,72	148 700,00		148 700,00
48 LOZÈRE	120	42 466,94	29 800,00		29 800,00
49 MAINE-ET-LOIRE	3 404	1 204 645,63	843 300,00		843 300,00
50 MANCHE	1 605	567 995,37	397 600,00		397 600,00
51 MARNE	2 130	753 788,24	527 700,00		527 700,00
52 HAUTE-MARNE	236	83 518,32	58 500,00		58 500,00
53 MAYENNE	419	148 280,41	103 800,00		103 800,00

Départements	Nombre de places autorisées	Montant prévisionnel du concours FA	Acompte prévu	Reliquat des crédits non utilisés en 2024 à reprendre**	Acompte à verser
	Données au 31/12/2025	100%	70%		
54 MEURTHE-ET-MOSELLE	2 187	773 960,04	541 800,00		541 800,00
55 MEUSE	387	136 955,89	95 900,00		95 900,00
56 MORBIHAN	1 294	457 935,21	320 600,00		320 600,00
57 MOSELLE	2 197	777 498,95	544 300,00		544 300,00
58 NIÈVRE	257	90 950,04	63 700,00		63 700,00
59 NORD	5 061	1 791 043,34	1 253 800,00		1 253 800,00
60 OISE	2 295	812 180,29	568 600,00		568 600,00
61 ORNE	870	307 885,34	215 600,00		215 600,00
62 PAS-DE-CALAIS	3 010	1 065 212,50	745 700,00		745 700,00
63 PUY-DE-DÔME	899	318 148,18	222 800,00		222 800,00
64 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	712	251 970,53	176 400,00		176 400,00
65 HAUTES-PYRÉNÉES	441	156 066,02	109 300,00		109 300,00
66 PYRÉNÉES-ORIENTALES	419	148 280,41	103 800,00		103 800,00
67-68 Collectivité européenne alsac	2 814	995 849,82	697 100,00		697 100,00
69 RHÔNE	1 111	393 173,12	275 300,00		275 300,00
69 METROPOLE DE LYON	3 466	1 226 586,88	858 700,00		858 700,00
70 HAUTE-SAÔNE	495	175 176,14	122 700,00		122 700,00
71 SAÔNE-ET-LOIRE	2 119	749 895,44	525 000,00		525 000,00
72 SARTHE	1 981	701 058,46	490 800,00		490 800,00
73 SAVOIE	911	322 394,88	225 700,00		225 700,00
74 HAUTE-SAVOIE	762	269 665,09	188 800,00		188 800,00
75 PARIS	6 781	2 399 736,19	1 679 900,00		1 679 900,00
76 SEINE-MARITIME	5 326	1 884 824,50	1 319 400,00		1 319 400,00
77 SEINE-ET-MARNE	2 134	755 203,81	528 700,00		528 700,00
78 YVELINES	2 605	921 886,56	645 400,00		645 400,00
79 DEUX-SÈVRES	629	222 597,56	155 900,00		155 900,00
80 SOMME	344	121 738,57	85 300,00		85 300,00
81 TARN	348	123 154,14	86 300,00		86 300,00
82 TARN-ET-GARONNE	139	49 190,88	34 500,00		34 500,00
83 VAR	1 760	622 848,50	436 000,00		436 000,00
84 VAUCLUSE	932	329 826,59	230 900,00		230 900,00
85 VENDÉE	1 594	564 102,56	394 900,00		394 900,00
86 VIENNE	1 490	527 297,88	369 200,00		369 200,00
87 HAUTE-VIENNE	533	188 624,01	132 100,00		132 100,00
88 VOSGES	366	129 524,18	90 700,00		90 700,00
89 YONNE	32	11 324,52	8 000,00		8 000,00
90 TERRITOIRE DE BELFORT	111	39 281,92	27 500,00		27 500,00
91 ESSONNE	2 911	1 030 177,27	721 200,00		721 200,00
92 HAUTS-DE-SEINE	2 941	1 040 794,00	728 600,00		728 600,00
93 SEINE-SAINT-DENIS	3 119	1 103 786,64	772 700,00		772 700,00
94 VAL-DE-MARNE	3 307	1 170 318,18	819 300,00		819 300,00
95 VAL-D'OISE	2 420	856 416,69	599 500,00		599 500,00
971 GUADELOUPE	139	49 190,88	34 500,00	32 761,56	1 738,44
972 MARTINIQUE	80	28 311,30	19 900,00	1 152,39	18 747,61
973 GUYANE	50	17 694,56	12 400,00	11 822,14	577,86
974 RÉUNION	294	104 044,01	72 900,00		72 900,00
TOTAL	124 332	44 000 000,00	30 805 000,00	208 106,02	30 596 893,98

* Les montants d'acomptes sont arrondis à la centaine d'euros supérieure

** cf. notification des concours CF définitifs du 23 octobre 2025

Concours autres actions de prévention 2026

TOTAL PREVISIONNEL et ACOMPTE

APPLICATION DE LA FORMULE DE RÉPARTITION PAR DÉPARTEMENT SUR LA BASE DES DONNEES DISPONIBLES AU 31/12/2025

Montant du concours correspondant aux autres actions de prévention	163 000 000,00 €
Acompte correspondant à 70% du montant (article R178-17 du CSS) *	114 104 700,00 €
Acompte après reprise des crédits non utilisés, à verser au 31 mars	112 823 981,28 €

Critères (décret n° 2016-212 du 26 février 2016 - article R178-15 du CSS)

Formule : $Fd = A \times Pad / \Sigma Pad$

Fd = fraction attribuée à chaque département/métropole

A = montant total des crédits attribués au niveau national

Pad = nombre de personnes âgées de 60 ans et plus (INSEE)

Départements	Population de 60 ans et plus	Montant prévisionnel du concours AAP	Acompte prévu	Reliquat des crédits non utilisés en 2024 à reprendre**	Acompte à verser
	Données au 31/12/2025	100%	70%		
01 AIN	175 431	1 487 154,78	1 041 100,00		1 041 100,00
02 AISNE	152 417	1 292 061,66	904 500,00		904 500,00
03 ALLIER	121 671	1 031 423,23	722 000,00		722 000,00
04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	61 021	517 284,13	362 100,00		362 100,00
05 HAUTES-ALPES	50 890	431 402,13	302 000,00		302 000,00
06 ALPES-MARITIMES	364 049	3 086 097,72	2 160 300,00		2 160 300,00
07 ARDÈCHE	115 560	979 619,37	685 800,00		685 800,00
08 ARDENNES	81 974	694 905,84	486 500,00		486 500,00
09 ARIÈGE	55 475	470 269,86	329 200,00		329 200,00
10 AUBE	91 895	779 007,63	545 400,00		545 400,00
11 AUDE	135 112	1 145 364,60	801 800,00		801 800,00
12 AVEYRON	100 425	851 317,72	596 000,00		596 000,00
13 BOUCHES-DU-RHÔNE	589 427	4 996 660,68	3 497 700,00		3 497 700,00
14 CALVADOS	216 186	1 832 641,00	1 282 900,00		1 282 900,00
15 CANTAL	54 923	465 590,47	326 000,00		326 000,00
16 CHARENTE	121 223	1 027 625,47	719 400,00		719 400,00
17 CHARENTE MARITIME	254 663	2 158 816,27	1 511 200,00		1 511 200,00
18 CHER	102 111	865 610,19	606 000,00		606 000,00
19 CORRÈZE	88 116	746 972,49	522 900,00		522 900,00
20 COLLECTIVITE DE CORSE	115 455	978 729,27	685 200,00		685 200,00
21 CÔTE-D'OR	156 127	1 323 511,89	926 500,00		926 500,00
22 CÔTES-D'ARMOR	216 481	1 835 141,76	1 284 600,00	77 780,04	1 206 819,96
23 CREUSE	46 387	393 229,52	275 300,00		275 300,00
24 DORDOGNE	163 665	1 387 412,64	971 200,00		971 200,00
25 DOUBS	148 763	1 261 086,16	882 800,00		882 800,00
26 DRÔME	159 153	1 349 163,74	944 500,00		944 500,00
27 EURE	169 241	1 434 681,22	1 004 300,00		1 004 300,00
28 EURE-ET-LOIR	123 892	1 050 250,98	735 200,00		735 200,00
29 FINISTÈRE	304 982	2 585 377,95	1 809 800,00		1 809 800,00
30 GARD	250 514	2 123 644,58	1 486 600,00		1 486 600,00
31 HAUTE-GARONNE	350 640	2 972 427,63	2 080 700,00		2 080 700,00
32 GERS	72 112	611 304,19	428 000,00		428 000,00
33 GIRONDE	451 566	3 827 992,40	2 679 600,00		2 679 600,00
34 HÉRAULT	367 466	3 115 064,14	2 180 600,00		2 180 600,00
35 ILLE-ET-VILAINE	283 080	2 399 711,42	1 679 800,00		1 679 800,00
36 INDRE	80 025	678 383,87	474 900,00	336 448,79	138 451,21
37 INDRE ET LOIRE	183 920	1 559 117,30	1 091 400,00	324 318,52	767 081,48
38 ISÈRE	343 216	2 909 493,27	2 036 700,00		2 036 700,00
39 JURA	83 371	706 748,41	494 800,00		494 800,00
40 LANDES	153 341	1 299 894,55	910 000,00		910 000,00
41 LOIR-ET-CHER	110 611	937 665,96	656 400,00		656 400,00
42 LOIRE	230 834	1 956 814,28	1 369 800,00		1 369 800,00
43 HAUTE-LOIRE	76 793	650 985,73	455 700,00		455 700,00
44 LOIRE-ATLANTIQUE	384 250	3 257 344,62	2 280 200,00		2 280 200,00
45 LOIRET	192 050	1 628 036,52	1 139 700,00		1 139 700,00
46 LOT	72 057	610 837,95	427 600,00		427 600,00
47 LOT-ET-GARONNE	117 330	994 623,93	696 300,00		696 300,00
48 LOZÈRE	26 905	228 077,70	159 700,00		159 700,00
49 MAINE-ET-LOIRE	229 764	1 947 743,73	1 363 500,00		1 363 500,00
50 MANCHE	171 125	1 450 652,17	1 015 500,00		1 015 500,00
51 MARNE	156 549	1 327 089,25	929 000,00		929 000,00

euros

Départements	Population de 60 ans et plus	Montant prévisionnel du concours AAP	Acompte prévu	Reliquat des crédits non utilisés en 2024 à reprendre**	Acompte à verser
	Données au 31/12/2025	100%	70%		
52 HAUTE-MARNE	58 341	494 565,37	346 200,00		346 200,00
53 MAYENNE	92 667	785 551,99	549 900,00		549 900,00
54 MEURTHE-ET-MOSELLE	198 876	1 685 901,54	1 180 200,00		1 180 200,00
55 MEUSE	59 027	500 380,69	350 300,00		350 300,00
56 MORBIHAN	274 220	2 324 603,88	1 627 300,00		1 627 300,00
57 MOSELLE	302 862	2 567 406,39	1 797 200,00	101 862,06	1 695 337,94
58 NIÈVRE	77 759	659 174,65	461 500,00		461 500,00
59 NORD	649 406	5 505 111,62	3 853 600,00		3 853 600,00
60 OISE	207 464	1 758 703,30	1 231 100,00		1 231 100,00
61 ORNE	97 184	823 843,28	576 700,00		576 700,00
62 PAS-DE-CALAIS	402 097	3 408 636,30	2 386 100,00		2 386 100,00
63 PUY-DE-DÔME	197 150	1 671 269,98	1 169 900,00		1 169 900,00
64 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	236 589	2 005 600,28	1 404 000,00		1 404 000,00
65 HAUTES-PYRÉNÉES	82 840	702 247,05	491 600,00		491 600,00
66 PYRÉNÉES-ORIENTALES	174 749	1 481 373,36	1 037 000,00		1 037 000,00
67-68 Collectivité européenne alsac	538 022	4 560 892,82	3 192 700,00		3 192 700,00
69 RHÔNE	126 735	1 074 349,79	752 100,00		752 100,00
69 METROPOLE DE LYON	322 053	2 730 093,09	1 911 100,00		1 911 100,00
70 HAUTE-SAÔNE	76 189	645 865,53	452 200,00		452 200,00
71 SAÔNE-ET-LOIRE	191 831	1 626 180,03	1 138 400,00		1 138 400,00
72 SARTHE	170 938	1 449 066,95	1 014 400,00		1 014 400,00
73 SAVOIE	131 881	1 117 974,93	782 600,00		782 600,00
74 HAUTE-SAVOIE	208 982	1 771 571,61	1 240 200,00		1 240 200,00
75 PARIS	493 805	4 186 058,71	2 930 300,00		2 930 300,00
76 SEINE-MARITIME	356 486	3 021 985,04	2 115 400,00		2 115 400,00
77 SEINE-ET-MARNE	325 389	2 758 371,13	1 930 900,00	350 480,76	1 580 419,24
78 YVELINES	344 084	2 916 851,44	2 041 800,00		2 041 800,00
79 DEUX-SÈVRES	120 457	1 021 131,97	714 800,00		714 800,00
80 SOMME	159 296	1 350 375,97	945 300,00		945 300,00
81 TARN	137 776	1 167 947,72	817 600,00		817 600,00
82 TARN-ET-GARONNE	81 285	689 065,08	482 400,00		482 400,00
83 VAR	398 688	3 379 737,70	2 365 900,00		2 365 900,00
84 VAUCLUSE	180 449	1 529 693,11	1 070 800,00		1 070 800,00
85 VENDÉE	247 574	2 098 721,76	1 469 200,00		1 469 200,00
86 VIENNE	130 843	1 109 175,65	776 500,00		776 500,00
87 HAUTE-VIENNE	123 529	1 047 173,78	733 100,00		733 100,00
88 VOSGES	120 560	1 022 005,12	715 500,00		715 500,00
89 YONNE	110 207	934 241,19	654 000,00		654 000,00
90 TERRITOIRE DE BELFORT	38 364	325 217,36	227 700,00		227 700,00
91 ESSONNE	294 857	2 499 546,81	1 749 700,00		1 749 700,00
92 HAUTS-DE-SEINE	359 390	3 046 602,69	2 132 700,00		2 132 700,00
93 SEINE-SAINT-DENIS	319 296	2 706 719,86	1 894 800,00		1 894 800,00
94 VAL-DE-MARNE	312 881	2 652 338,95	1 856 700,00		1 856 700,00
95 VAL-D'OISE	265 773	2 252 997,40	1 577 100,00		1 577 100,00
971 GUADELOUPE	123 975	1 050 954,58	735 700,00		735 700,00
972 MARTINIQUE	123 095	1 043 494,69	730 500,00	54 215,28	676 284,72
973 GUYANE	33 159	281 093,79	196 800,00		196 800,00
974 RÉUNION	202 034	1 712 672,38	1 198 900,00		1 198 900,00
975 SAINT-PIERRE-et-MIQUELON	1 541	13 063,29	9 200,00		9 200,00
976 MAYOTTE	14 186	120 256,84	84 200,00		84 200,00
977 SAINT-BARTHELEMY	1 761	14 924,74	10 500,00	7 801,76	2 698,24
978 SAINT-MARTIN	5 326	45 152,82	31 700,00	27 811,51	3 888,49
TOTAL	19 228 162	163 000 000,00	114 104 700,00	1 280 718,72	112 823 981,28

* Les montants d'acomptes sont arrondis à la centaine d'euros supérieure

** cf. notification des concours CF définitifs du 23 octobre 2025